

Autres opérations

Fusions et scissions

HOCH ACTIONS FRANCE**BBR FRANCE****(Fonds communs de Placements)****Avis de fusion-Absorption**

Suivant le procès-verbal des délibérations en date du mercredi 29 août 2018, le Directoire de la Société de Gestion WARGNY-BBR, Société Anonyme à directoire au capital de 830 442 € dont le siège social est 4 avenue Hoche 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 410 380 190, gérante des fonds communs de placement HOCH ACTIONS FRANCE et BBR FRANCE, a décidé la fusion-absorption de BBR FRANCE par HOCH ACTIONS FRANCE.

La fusion interviendra le 17 décembre 2018 après les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échanges définie sur les valeurs liquidatives du 14 décembre 2018, sous le contrôle des Commissaires aux comptes.

Si la parité d'échange donne lieu à des rompus, les porteurs du FCP BBR FRANCE qui n'auraient pas le droit à 1/1000^e de parts de HOCH ACTIONS FRANCE pourront, soit obtenir le remboursement du rompu, soit verser en espèces le complément nécessaire à l'attribution d'1/1000^e de part.

A titre indicatif, une simulation de la fusion à la date du 12 octobre 2018 donne lieu à l'opération suivante :

- Valeur liquidative de BBR FRANCE 569,21 €
- Valeur liquidative de HOCH ACTIONS FRANCE 916,04 €

Soit respectivement une parité d'échange de 0,621 part de HOCH ACTIONS FRANCE pour 1 part de BBR FRANCE

En conséquence, les porteurs de parts de BBR FRANCE pourront se faire remettre en échange de 1 part, 0,621 part de HOCH ACTIONS FRANCE plus une soulte de 0,35 euros.

Conformément à la possibilité offerte par l'article 16 du règlement 89-02 de l'Autorité des Marchés Financiers les souscriptions et rachats des parts du fonds absorbé seront bloqués à partir du 7 décembre 2018 à 14h00.

Les clients du fonds absorbé BBR FRANCE auront la possibilité de demander le rachat de leurs parts sans frais jusqu'au 8 février 2019 à compter de la parution de cet avis.

Délai des créanciers :

Les créanciers des Fonds Communs de Placement participants à l'opération de fusion et dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion peuvent former opposition à celui-ci dans un délai de 15 jours avant la date prévue pour l'opération.

L'opération décrite ci-dessus a reçu l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 octobre 2018.